



CONFÉRENCE RÉGIONALE Été 2011-été 2012, un an d'élections au Maghreb

Animation

Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France

Les élections municipales dans le Maghreb vont entraîner la mise en place de nouvelles élites politiques qui seront de nouveaux interlocuteurs pour les collectivités locales françaises.

Par ailleurs, il s'agit plus d'un phénomène générationnel que d'un phénomène religieux. C'est un phénomène d'appropriation du processus électoral par les populations.

Cependant, le discours postcolonial est toujours présent, considérant que ces peuples ne sont pas aptes à s'approprier et à gérer la démocratie.

Des tensions restent fortes, à travers la situation dramatique au Sahel, et l'implication de l'Algérie dans d'autres pays de la zone comme en Afghanistan ou au Maroc.

Pourtant, certaines collectivités territoriales ont toujours envie de poursuivre leurs coopérations, et les élus locaux ont l'habitude des situations difficiles.

Se pose maintenant la question de l'islam dans la politique de la zone. On est face à une situation où la démocratie cohabite avec la charia.

Les partis islamistes ont un poids, notamment en Égypte, mais on voit apparaître des évolutions intéressantes.

En effet, la situation minoritaire des libéraux n'est pas figée et éternelle. La situation en Égypte montre des évolutions où les frères musulmans ont perdu presque la moitié de leurs voix entre les législatives et les présidentielles.

En Tunisie, la force révolutionnaire est implacable, et à la suite de la chute du régime de Ben Ali, la population ne supporterait pas un retour à l'obscurantisme religieux. Ce sont des processus en marche qui ont besoin de temps pour se déployer.

L'application de la charia s'étend vite, comme au Nigéria ou au nord Mali, où l'on a à faire à de vrais problèmes de gestion politique de la société.

La dominante du religieux est une réaction au panarabisme ou au marxisme, mais les perspectives sont aujourd'hui plus ouvertes qu'auparavant.

Intervenants

Mathieu Guidere, professeur des universités, agrégé d'arabe, spécialiste d'histoire immédiate du monde arabe et musulman

Les trois pays du Maghreb ont connu des élections en même temps avec une diversité de résultats très nette.

En Tunisie, le changement a été très important ; au Maroc, on assiste à un changement limité ; alors qu'en Algérie, il n'y a presque pas eu de changements.

En Tunisie et au Maroc, c'est un parti musulman qui est au pouvoir, alors qu'en Algérie, ce sont quasiment les mêmes résultats qu'en 2007, avec une domination forte du FLN. Dans ce pays, les islamistes ont recueilli seulement 46 sièges sur 300.

Cependant, on voit une tendance générale se dessiner de l'Égypte jusqu'au Mali, avec une forte poussée de l'islamisme politique, une doctrine qui emploie l'islam dans le cadre politique. Cette lame de fond constitue un cycle politique qui sera long, et il faudra entre dix et trente ans avant de voir une alternance.

Le paysage politique se structure autour de cette lame de fond islamique ; les partis démocrates et libéraux ne peuvent plus se réclamer de l'athéisme.

On retrouve ainsi trois grandes forces dans ce champ politique nouveau : une force construite sur la tendance « frères musulmans », les djihadistes et salafistes (islamisation par le haut), et les libéraux progressistes (régimes républicains et démocrates dits « de gauche »).

Dans ce changement majeur sur la scène politique dans le Maghreb, les partis islamistes ont su s'imposer car ils ont appris plusieurs choses de l'histoire.

D'une part qu'ils ne pouvaient prendre le pouvoir par la force, l'expérience algérienne ayant été traumatisante.

D'autre part, les partis d'islam modéré ont compris que les peuples musulmans refuseraient qu'on impose un régime par la force, et qu'ils auraient besoin du soutien du peuple pour accéder au pouvoir.

C'est pourquoi depuis 1928, « les frères musulmans » ont développé une stratégie d'islamisation « par le bas », véritable approche sociale autour de l'éducation, de la santé, etc.

Contre cette stratégie se développe la stratégie d'islamisation « par le haut », portée par les djihadistes et les salafistes, construite sur une prise de pouvoir par la force, et l'imposition d'un nouveau régime à la société.

Ce qui se joue dans cette différence de modèle, c'est la question de « la charia » ou du droit.

Pour les frères musulmans, le droit doit accompagner l'islamisation de la société, alors que pour les salafistes, le droit va changer la société.

Ce sont deux conceptions opposées dans leur nature, leurs stratégies, et sur le rôle du droit. Cependant, ce sont des stratégies d'islamisation dans les deux cas.

L'approche des partis modérés est partie prenante de deux concepts : la liberté et la justice.

Il y a d'un côté l'idée de développement et l'action des collectivités territoriales va être très importante pour ce processus de développement. Et de l'autre, la justice et la démocratie, ou la république en général.

Le concept de démocratie était plutôt lié au concept de liberté, mais avec l'arrivée du libéralisme, le concept de liberté a été accaparé par le libéralisme, et la démocratie est aujourd'hui déconnectée de cette défense de la liberté.

Les démocrates se basent maintenant plus sur la notion de justice et d'égalité pour définir la démocratie, y compris en Occident. Ce glissement est lié aux excès du système ultralibéral.

Et les démocrates islamistes s'appuient sur ce double terme.

L'application de la charia est sélective, et les gouvernements dans le Maghreb l'envisagent d'abord dans le domaine économique, avec un premier pan sur la finance islamique et le refus de l'économie virtuelle et immatérielle. C'est le cas en Lybie, où les deux premières annonces ont concerné la libération de la polygamie et l'instauration de la finance islamique.

Aujourd'hui, les banques islamiques s'installent un peu partout dans le Maghreb en réaction à la crise économique en Occident et aux excès du système libéral, à travers deux points d'ancrage : l'absence des taux d'intérêt et l'absence de spéculation.

Cette pratique de la charia correspond à « un islam libéral » qui n'est pas présenté comme un carcan, mais comme un moyen de proposer des droits nouveaux.

Enfin, concernant le droit pénal, les sanctions et les peines posent un problème idéologique sur l'application de la charia, entraînant de vraies frictions entre les groupes islamiques.

D'un côté, les frères musulmans disent que la charia doit être établie de manière progressive (interprétation métaphorique), alors que les salafistes voudraient une application systématique (interprétation directe).

La charia n'est pas un code civil, c'est un droit jurisprudentiel qui a été construit par les juges au cours de treize siècles (du VII^e à la fin du XIX^e siècle).

Enfin, il y a tous les partis que l'on va appeler « de gauche ». Dans chaque pays du Maghreb, ces forces, même toutes confondues, ne représentent que 30 % de l'électorat.

Cette situation de domination des parties de l'islam modéré risque de durer longtemps, dans la mesure où les partis dits « de gauche » sont minoritaires, et très souvent considérés comme liés à l'ancien régime. En effet, leurs programmations politiques ne sont pas si différentes de celles de l'ancien régime, notamment sur la laïcité, les droits des femmes, l'ouverture vers l'extérieur. Dans l'imaginaire populaire, ces lignes politiques sont les mêmes que lors de la période d'instrumentalisation du régime de Ben Ali.

Il y a donc une différence essentielle entre Europe et Maghreb. En Europe, la laïcité, la démocratie, et la liberté sont arrivées avec la République, alors que dans le Maghreb, ces notions ont été instrumentalisées par les régimes dictatoriaux. Ce sont des concepts qui sont donc paradoxalement considérés du côté des islamistes aujourd'hui.

Pierre Puchot, journaliste à *Mediapart*

Il n'est plus possible d'analyser les trois pays du Maghreb sous l'angle islamiste.

Par ailleurs, l'absence totale d'opposition est assez étonnante, même en Tunisie. Cette situation a été favorisée par la décision de confier par la loi électorale la transition aux partis politiques (scrutin proportionnel), favorisant les partis au détriment des indépendants.

Ensuite, ceux qui ont porté cette révolution ont été exclus de l'appareil d'État dès le 14 janvier, et n'ont plus disposé d'un rôle conséquent pour influencer sur la période de transition.

Le peu de participation a abouti à une situation « stérilisante ». Tous les partis se sont positionnés sur le débat identitaire, notamment les partis « démocrates », qui se sont décrits en opposition aux islamistes en affichant comme argument de campagne leur laïcité.

Aujourd'hui, la créativité politique n'émane que de la société civile, et les jeunes sont marginalisés des appareils d'État, mis à part quelques « blogueurs stars » qu'on exhibe.

De ce fait, on se retrouve dans une opposition entre « ancien régime » et « islamisme », dans une situation figée. En Tunisie par exemple, l'opposition dont on parle n'est pas portée par les forces vives qui ont porté la révolution, c'est en réalité une déclinaison de l'ancien régime.

En Algérie, peu de choses ont changé. Il y a une véritable mise en scène d'une évolution politique pour la presse et les médias étrangers, mais le gouvernement garde la mainmise sur le pouvoir.

Au Maroc, sur les dix années de règne de Mohamed VI, il y a eu une ouverture culturelle sensible, une relative clémence, et une petite liberté politique.

Ces dernières années, le pays a fait face à une forte reprise en main du pouvoir de la part du roi pour verrouiller la scène politique. En attestent nombre d'arrestations qui atteignent aujourd'hui un niveau presque jamais vu depuis quinze ans.

Cependant, on voit apparaître de nouveaux mouvements qui sont portés par des jeunes et repris par des islamistes. Ces mouvements ont permis d'imposer la libération de la parole et remettent en cause le rôle du roi qui a décuplé sa fortune ces dernières années.

Trois idées clefs

- Il y a une trop forte tendance à considérer le Maghreb comme une entité unie, alors que les processus électoraux et politiques montrent que ce n'est plus le cas.
- Aujourd'hui, les partis « démocrates et républicains » sont en retard, ce qui est dû à une situation conjoncturelle, notamment en Tunisie, dans la mesure où la référence à Ben Ali est encore très fraîche.
- Le terme de « printemps arabe » est réducteur, il s'agit en réalité d'une révolution qui se construira sur le long terme.